

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 285

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

285

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 285 12 septembre 1974
jusqu'à fin 1974: 10 francs
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1974: 12 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Gabrielle Antille
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

Comme en 1970!

Le scénario de 1970 est en place. A nouveau la presse fait donner son artillerie lourde. Partis, organisations clament à l'unisson le mot d'ordre : « non » à l'initiative de l'Action nationale. L'Union syndicale pourtant a décidé cette fois-ci de mener sa campagne en solitaire. Sera-t-elle plus convaincante ?

Avalanche de statistiques, menace de récession et de chômage : arguments et méthodes n'ont guère changé depuis quatre ans. Nous sommes pris dans un engrenage; la Suisse officielle est condamnée à la défensive. Le soir du 7 juin 1970, les commentateurs ont salué la victoire de la démocratie et du bon sens. Ils feront probablement de même le 20 octobre prochain. Mais le répit sera de courte durée; Schwarzenbach a déjà déposé l'initiative suivante, toute en nuances et plus dangereuse encore. Le problème de la présence des étrangers continuera donc d'empoisonner le débat politique et de faire écran aux véritables échéances.

Les arguments échangés auront-ils un impact sur l'électorat ? C'est peu probable si l'on en croit un sondage d'opinion effectué en juin, qui donne 43,4 % d'acceptants et 55,6 % de rejetants, avec 1 % à peine d'indécis; les positions semblent être déjà cristallisées (voir aussi en page 2).

Alors tentons de comprendre. Dans ce débat imposé par les nationalistes c'est la droite économique et politique qui est prise à son propre jeu. L'image du pays qu'elle a réussi à imposer et qui a joué un rôle important en tant que facteur de cohésion sociale, cette image se lézarde de toutes parts.

Où est la Suisse libérale, démocratique, fédéraliste, prête à défendre sa neutralité, alors qu'on assiste — et ce ne sont que quelques exemples — à des concentrations d'entreprises, à une intervention croissante de l'Etat central au détriment des collectivités locales, alors que le gouvernement doit remettre à plus tard l'achat d'armes nouvelles pour des raisons financières ? Où est la Suisse sociale,

stable, prospère, la Suisse des paysages idylliques, alors que paysans et personnes âgées restent des marginaux de l'expansion, que les licenciements deviennent plus fréquents, que le béton prend d'assaut le territoire tout entier. L'idéologie dominante s'effrite; elle n'est plus apte à rendre compte des mutations d'une société capitaliste avancée.

Mais la gauche politique et syndicale, elle aussi, est prise au jeu. Quarante ans de paix sociale, mis à part les avantages qu'elle a procurés à la classe ouvrière, ont profondément dépolitisé les citoyens. Les nationalistes en profitent : plutôt que de résoudre les problèmes du présent, ils préconisent un retour au passé; plutôt que de départager les intérêts en conflits, ils proposent un coupable, l'étranger.

Une chose est claire : quel que soit le résultat au soir du 20 octobre les sources du mécontentement habilement exploité par les xénophobes subsisteront. A cette différence près qu'en cas de victoire du « oui » les solutions seront plus difficiles encore.

Cette polémique mystificatrice sur la présence des étrangers présente au moins un avantage; celui de mettre en lumière l'insuffisance de nos institutions. L'équilibre des pouvoirs mis en place au siècle passé, les canaux d'expression à disposition des citoyens présentent des lacunes importantes. La présence au pouvoir de tous les partis, un gouvernement inamovible, la stabilité légendaire du corps électoral ne sont plus les garants d'une démocratie satisfaisante. Nous avons ouvert le débat dans un DP 281; nous le continuerons.

DANS CE NUMÉRO

Pp 2/3 : Les mille et un visages de la xénophobie; p. 4 : Dieter Bührle, un ambassadeur de choc; p. 5 : L'aide au développement : la réalité derrière les chiffres; p. 6 : De la guerre à la guérilla — Le carnet de Jeanlouis Cornuz; p. 7 : La droite vaudoise et ses aumônes aux riches — La semaine dans les kiosques alémaniques; p. 8 : La fête qui fait peur en Valais.